

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/AG/NG/W/144

3 avril 2001

(01-1654)

Comité de l'agriculture
Session extraordinaire

Original: anglais

SIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE DU COMITÉ DE L'AGRICULTURE 22-23 MARS 2001

Déclaration de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie et de la Slovaquie

G/AG/NG/W/101 (Proposition de la Norvège)

Clause de sauvegarde spéciale (SGS)

Tout d'abord, je souhaite remercier la Norvège de sa proposition de négociation et déclarer que nous approuvons résolument plusieurs idées judicieuses qu'elle a émises. Beaucoup d'entre nous, situés dans la même région, connaissons très bien les problèmes liés aux conditions de production défavorables de l'agriculture nordique. Nos observations concernant spécifiquement cette proposition porteront sur un thème précis: l'accès aux marchés.

Comme vous vous en souvenez peut-être, un groupe de pays en transition nombreux a présenté, à la fin de l'année dernière, une proposition sur l'accès aux marchés à la session de négociation du Comité de l'agriculture. Dans cette proposition, ils ont indiqué qu'au cours des nouvelles négociations sur l'agriculture, il faudrait reconnaître le degré élevé d'ouverture des marchés des pays en transition et tenir compte de l'extrême vulnérabilité résultant de la transformation de leur économie à planification centralisée en économie de marché.

Dans le cadre de la présente déclaration, certains de ces pays souhaitent formuler une proposition additionnelle qui permettra de mieux définir encore les mesures spécifiques qu'il est nécessaire de prendre pour tenir compte de la situation exceptionnelle et temporaire du secteur agricole des pays en transition.

En effet, je souhaite faire part des réflexions de certains de ces pays concernant l'application des mesures de sauvegarde spéciales.

Comme plusieurs Membres l'ont déjà souligné dans leurs propositions, la Clause de sauvegarde spéciale (SGS) s'est révélée être, au cours de la période qui a suivi le Cycle d'Uruguay, un moyen utile permettant aux gouvernements d'atténuer les brusques effets défavorables de la mise en œuvre des engagements en matière de libéralisation en cas de variations imprévues des quantités importées ou du prix d'importation. Jusqu'à présent, la SGS a été considérée seulement comme un élément de l'éventail des mesures de tarification. C'est pourquoi tous les Membres n'ont pas eu la possibilité d'y recourir, surtout ceux qui ont accédé à l'OMC immédiatement avant ou après la conclusion du Cycle d'Uruguay. Les pays accédant à l'OMC avaient d'ailleurs converti des mesures non tarifaires, telles que des restrictions quantitatives et des licences d'importation non automatiques, en mesures exclusivement tarifaires dans le cadre de leur processus d'accession à l'OMC.

Les nouvelles négociations sur l'agriculture devront permettre d'examiner les différents aspects de l'application de la SGS, en tant qu'instrument de politique commerciale, parallèlement à

./.

d'autres mesures commerciales dont l'application reste possible même si celle de la SGS ne l'est pas. Le nombre de mesures restantes permettant d'empêcher un accroissement brusque et imprévisible des importations ou une forte réduction des prix à l'importation est très limité. Les Membres peuvent recourir aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, en vertu duquel des mesures beaucoup plus perturbatrices pour le commerce et plus durables sont autorisées. De plus, s'agissant, d'une manière générale, de l'accès aux marchés, les Membres sont encouragés à maintenir un niveau plus élevé de droits de douane appliqués effectivement aux importations à titre préventif pour atténuer les effets des variations brusques et importantes des prix ou des volumes des importations.

Le mécanisme de la SGS est transparent et prévisible en raison de la clarté des prescriptions régissant son application et des niveaux tarifaires qui doivent être appliqués. Il ne fait donc aucunement obstacle à la fluidité des courants d'échanges.

La possibilité de recourir aux dispositions de la SGS permettra à tous les Membres d'engager de nouvelles négociations sur l'accès aux marchés des produits agricoles sensibles en bénéficiant d'une flexibilité nettement accrue.

Les pays au nom desquels j'interviens sont favorables aux propositions de nombreux Membres qui soulignent la nécessité de maintenir en vigueur la Clause de sauvegarde spéciale dans le cadre de l'éventail des mesures de tarification. Nous proposons que cette clause puisse être aussi négociée parallèlement comme une mesure permettant de faire face aux difficultés temporaires spécifiques du secteur agricole des pays en transition.

À notre avis, les **pays en transition** doivent avoir le droit d'appliquer la SGS à un nombre limité de produits. Conformément à la pratique suivie dans le cadre des Accords du Cycle d'Uruguay, la réserve émise à cet effet devra figurer à côté de la mention des produits concernés, dans la Liste pertinente du Membre.

Les dispositions de la SGS devront rester en vigueur pendant la durée du processus de réforme mentionné à l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture.
